

**Arrêté n° 61-DDPP-23 portant mise en demeure  
au titre de la réglementation des installations classées  
pour la protection de l'environnement**

**Le préfet de la Loire**

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment son article L. 171-8 ;

**Vu** le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2023-05 portant délégation permanente de signature à monsieur Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de Saint-Étienne, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

**Vu** l'arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 avril 2007 autorisant la ville de Saint-Etienne à exploiter une installation de traitement thermique des boues de la station de traitement des eaux usées FURANIA de La Fouillouse au lieu-dit « Le Porchon » ;

**Vu** le récépissé de déclaration du transfert de la compétence assainissement de la ville de Saint-Etienne à SAINT ETIENNE METROPOLE (SEM) du 19 juillet 2012 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 juin 2022 portant sur la modification des conditions d'exploitation de Furania et sur la mise à jour des prescriptions et en particulier son annexe II ;

**Vu** le rapport d'inspection du 10/01/2023 établi suite à une inspection de l'installation réalisée le 10/11/2022 ;

**VU** l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis ;

**Considérant** que les valeurs limites d'émission des rejets gazeux fixées à l'annexe II de l'Arrêté Préfectoral du 21/06/2022 sus-visé sont régulièrement dépassées sur les années 2020, 2021 et 2022 ;

**Considérant** que la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de traitement s'élève à 217 heures en 2020, 61,5 heures en 2021 et évaluée à 135 heures en 2022 au regard des documents d'autosurveillance transmis par l'exploitant FMI en janvier 2023 pour l'année 2022 ;

**Considérant** qu'aux termes du paragraphe 3.3 de l'article 3 de l'Arrêté Préfectoral du 21/06/2022 sus-visé, cette durée cumulée ne doit pas excéder 60 heures sur une année calendaire ;

**Considérant** qu'au vu de ces éléments, il y a lieu de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions fixées à l'annexe II de l'Arrêté Préfectoral du 21/06/2022 sus-visé ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

## **A R R E T E**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>.**- Saint-Etienne Métropole est mise en demeure de respecter, pour son installation de traitement thermique située sur la STEP de Furania – lieu dit Le Porchon – 42480 La Fouillouse, les prescriptions fixées :

à l'annexe II de l'Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, pour ce qui concerne les valeurs limites d'émission des rejets gazeux, **sous un délai de 3 mois** suivant la notification du présent arrêté.

**ARTICLE 2.-** Indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de Saint-Etienne Métropole, en cas de non-respect des obligations fixées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté il pourra être fait application des dispositions prévues au II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3.-** Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

**ARTICLE 4. -** Le Secrétaire général de la Préfecture de la Loire, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en charge de l'inspection des installations classées et le maire de la Fouillouse sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Saint-Étienne, le **27 FEV. 2023**

copie adressée à :

- Monsieur le Président de Saint-Étienne Métropole, Régie Assainissement
- STEP FURANIA  
Lieu-dit Le Porchon  
42480 LA FOUILLOUSE
- Mairie de la Fouillouse
- Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (UID 42/43)
- Archives
- Chrono

Pour le Préfet  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Dominique SCHUFFENECKER